

L'hon. M. Olson: Les recettes provenant des pommes de terre ont augmenté de 10 p. 100 et sont passées de 61 millions de dollars, en 1968, à 67 millions, en 1969. Les recettes de maïs ont fléchi légèrement, car la campagne agricole a été plus courte, de 29 millions, en 1968, elles sont tombées à 25 millions en 1969. Pour la graine de colza, l'accroissement approche de 50 p. 100: 33 millions, contre 51 millions en 1969. La hausse est encore plus prononcée dans le cas de la graine de lin: 26 millions en 1968, contre 57 millions en 1969. Pour l'orge, 85 millions de dollars en 1968 et 92 millions en 1969.

Et ainsi à l'infini, monsieur l'Orateur, ce ne sont là que quelques-uns des autres secteurs importants de l'industrie agricole. Je voudrais dire deux mots sur l'industrie laitière, bien qu'il me reste fort peu de temps. Une offre dépassant la demande réelle a créé de graves problèmes. La politique appliquée dès le 1^{er} avril de cette année a déjà suscité une relance remarquable et nous avons maintenant des perspectives meilleures, après nombre d'années difficiles.

Monsieur l'Orateur, j'espère que les députés ne veulent pas vraiment ce que réclame la motion. S'ils veulent prendre le contre-pied sur toute la ligne, notre agriculture sera plongée dans un chaos qu'on aurait pu éviter. Ce que les cultivateurs canadiens veulent à bon droit et ce dont ont pu parler certains des députés d'en face, bien qu'ils ne l'aient pas bien clairement exprimé ou défini, c'est une prospective plus poussée...

M. Horner: Vous l'avez dans vos notes.

L'hon. M. Olson: Le député de Crowfoot est là à faire quantité d'observations et il en fera encore d'autres probablement dans un moment, mais tout cela n'a vraiment rien à voir aux problèmes des agriculteurs. Je disais que les cultivateurs ont raison, selon moi, de chercher à obtenir toute la planification, toutes les prévisions de marché et ainsi de suite que quiconque est à même de leur fournir.

Une voix: D'accord, mais peuvent-ils participer à l'opération?

L'hon. M. Olson: On a beaucoup insisté sur la capacité de planifier ces derniers mois. Nous avons annoncé il y a quelques semaines que nous élargissons la section économique du ministère de l'Agriculture. Il existe des services comme Canfarm, centre d'informatique destiné à faciliter l'élaboration des plans et à faire les évaluations nécessaires à cette opération. Il est faux de dire qu'on n'a rien

[M. Horner.]

fait jusqu'ici. Il y a, depuis quelques années, des conférences prospectives où l'on a fait venir des experts pour essayer de prévoir un an d'avance ce qu'allait être la situation du marché et ce que devrait être le niveau de production correspondant. On n'a peut-être pas accordé assez de publicité à ce genre de travaux, mais l'information a été diffusée hier. De plus, la conférence revisera ses prévisions au milieu de l'année, et cela devrait être utile. Il y a d'autres aspects de la situation du marché qui touchent les cultivateurs canadiens et qui découlent de décisions prises par d'autres gens et par d'autres pays. Bien entendu, nous n'avons aucun contrôle sur cette situation, mais nous devons tous en tenir compte.

J'espère, monsieur l'Orateur, que tous les députés, des deux côtés de la Chambre, voudront collaborer avec le ministère de l'Agriculture et les cultivateurs en cherchant à améliorer les mécanismes régissant la structure. Cela comprend les modifications à la loi sur les grains du Canada, le bill C-197, la conférence prospective ou même les bons conseils qui pourraient découler du rapport de la commission d'étude qui a été publié il y a quelques jours. Ce genre de collaboration rendrait plus service aux cultivateurs canadiens que des remarques désobligeantes comme celles que nous avons entendues de l'opposition aujourd'hui.

M. J. H. Horner (Crowfoot): En guise d'introduction à mes remarques, monsieur l'Orateur, je dirai que je n'ai jamais entendu un ministre de l'Agriculture prononcer un discours aussi naïf sur les problèmes dont il s'occupe. Pendant son discours, j'ai dit à plusieurs reprises qu'il avait besoin d'un nouveau rédacteur. S'il avait écrit lui-même ce discours, je sais qu'il aurait fait beaucoup mieux vu sa connaissance de l'agriculture.

J'appuie de tout cœur le parrain de cette motion, monsieur l'Orateur. Je n'ai pas participé à sa rédaction, mais j'aimerais en faire remarquer le passage que voici:

Que la Chambre demande au gouvernement de prendre le contre-pied de sa politique...

Je n'irais pas plus loin. Le ministre était si mêlé en matière d'agriculture qu'il a fait l'historique d'une foule de politiques qui existent depuis longtemps au ministère de l'Agriculture. Il a évoqué la recherche agricole qui n'est pas une politique nouvelle étant donné qu'elle se poursuit depuis nombre d'années. Il nous a ensuite parlé de l'élevage, des annales des différentes récoltes, des recherches sur les grains de provende et de l'assurance-récolte,